

ATELIER 6

Intégrer les enjeux écologiques dans les formations d'école de commerce – Le point de vue des étudiants

La gestion d'entreprise et plus largement, la gestion en tant qu'organisation de l'action collective pour tous types d'organisations, a un rôle majeur à jouer dans la transition écologique. Les formations en gestion, écoles de commerce et formations universitaires, prennent conscience de cet enjeu, et pour beaucoup, commencent à faire évoluer leurs enseignements en fonction. Ces évolutions sont largement dues à des associations et collectifs étudiants qui ont activement demandé des changements, à l'échelle d'un établissement ou à l'échelle nationale. Quelle est la perception des étudiants du niveau d'intégration des enjeux écologiques dans les formations actuellement ? Qu'attendent-ils de leur établissement aujourd'hui ?

Animatrice : Agathe Duplessy, membre du collectif Pour un Réveil Écologique et étudiante à Audencia

Scribe : Alexandra Verguet, coordinatrice du collectif FORTES, Campus de la Transition

I. L'intégration des enjeux écologiques dans les formations : des évolutions pas à la hauteur des attentes

A. Des degrés d'évolution variés d'un établissement à l'autre, de la non prise en compte des enjeux à une évolution qui reste limitée ou trop lente

Les participants ont fait état de l'intégration des enjeux écologiques dans leur établissement respectif, et des limites de l'intégration.

Dans certains établissements, l'intégration des enjeux écologiques est quasi inexistante en tronc commun, et n'a lieu que pour les étudiants qui choisissent des cours optionnels ou une spécialisation en lien avec ces enjeux.

- Dans une grande école (GEM), il n'y a **aucun enseignement ou activité obligatoire en lien avec les enjeux écologiques**. Il faut attendre la deuxième année (M1) pour avoir un cours électif de 30 heures sur la décroissance soutenable, pour ceux qui choisissent ce cours. **Il faudrait au contraire avoir un premier contact avec ce pluralisme dès la première année pour tous les étudiants**, afin que tout le monde soit informé et ait été confronté à des points de vue plus hétérodoxes. Par exemple, l'enseignement de la finance est le même qu'il y a 20 ans, la seule différence c'est qu'à côté, on va remettre en question

ces paradigmes dans un autre cours, mais on n'invite pas les professeurs de finance « normale » à questionner leurs cours.

- Une participante qui a suivi une **licence en finance** en IAE (Lille) n'a eu **aucun cours lié aux enjeux écologiques** : uniquement un cours de RSE en L1, où la transition écologique et sociale n'a jamais été abordée, uniquement les labels ISR en finance. Elle suit à présent un master en développement durable à l'université, où tous les cours sont axés sur l'environnement (agriculture, biodiversité...), qui comporte très peu de liens avec sa licence. Dans cette même université, rien n'est fait pour l'ensemble des étudiants (pas de fresque pour le climat par exemple).
- Il y a une demande croissante de parcours qui prennent en compte les enjeux de transition écologique et sociale et **les écoles de commerce ouvrent de nouveaux cursus « développement durable » mais ne repensent pas l'architecture des cours qui existent déjà**. Donc ceux qui suivent un parcours finance par exemple, ne profitent pas de ce remodelage des syllabi. « C'est soit l'un soit l'autre, alors que ce que l'on attend, c'est que tout le monde étudie dans la même perspective, celle de la transition écologique et sociale. »

Dans d'autres établissements, l'intégration des enjeux écologiques commence en tronc commun pour tous les étudiants, mais se limite trop à de la sensibilisation. Dans une grande école (HEC), il y a un cursus de 18 heures pour les premières années (L3) autour des enjeux climat avec des conférences, une fresque pour le climat, etc. Dans une autre (Audencia), un cours obligatoire de première année traite de la transition. C'est bien mais il y a des limites :

- **Lorsqu'il ne s'agit pas d'un vrai cours, c'est trop peu approfondi : on en reste à de la sensibilisation**, ou du rabâchage. Etant donné qu'il y a **une disparité entre les étudiants**, ceux qui n'y connaissent rien n'ont pas le temps de rentrer dans les détails, et les étudiants déjà informés ou formés sur le sujet n'apprennent pas beaucoup plus que ce qu'ils savaient déjà. Il y a également de bons cours électifs sur ces enjeux mais, malheureusement, réservés uniquement aux étudiants qui les choisissent.
- **Ce n'est pas lié aux autres cours et à la carrière**. Il y a un manque crucial des enjeux écologiques dans les cours fondamentaux en première année, un **manque de cohérence** entre certains cours "écologiques" et les cours obligatoires complètement décorrélés de ces considérations (par exemple, en macroéconomie, il n'y a qu'une seule slide sur les externalités négatives). Il y a un **manque de dialogue entre les gens qui s'occupent du développement durable et le reste du corps professoral et administratif** qui n'est pas sensibilisé à ces enjeux.

Si certains établissements lancent des changements plus ambitieux, ils sont longs à mettre en place. Les étudiants constatent de l'inertie, notamment liée aux enseignants qui font peu de recherche sur ces enjeux et n'y sont pas formés.

- Dans une école où l'administration est en train de revoir les programmes pour intégrer ces enjeux, les étudiants ne savent pas combien de temps ça va prendre.
- Pour les enseignants, il y a un **vrai paradigme à changer** pour mettre sur la table des sujets comme la décroissance, la sobriété. L'inertie est forte car ce sont surtout les professeurs qui dirigent les enseignements et **très peu font de la recherche** sur les enjeux de transition.
- **Il y a un vrai problème de formation des enseignants sur ces enjeux**. On passe directement à des cas pratiques après une petite sensibilisation, par exemple imaginer une stratégie zéro carbone pour Total en 2050, mais il n'y a pas de liens entre les modèles

économiques, la pratique et la théorie. C'est problématique parce que les professeurs n'ont pas les savoirs pour guider les étudiants sur des choses concrètes. Il y a un néant entre le constat, les informations qu'on nous délivre (la sensibilisation) et les cas pratiques, où on lance les étudiants dans des questions sans donner des moyens et des outils pour répondre aux enjeux.

Enfin, plusieurs participants soulèvent le risque d'un écart entre une communication et des annonces qui font la belle part à l'écologie, et la réalité des changements opérés dans les formations.

B. Des cours fondamentaux à repenser

Une jeune diplômée regrette l'absence quasi totale d'analyse critique, économique et politique, sur les enseignements qui étaient livrés dans les cours fondamentaux de son école. Par exemple, on leur présentait des théories ou des modèles économiques néoclassiques, inscrits dans un paradigme capitaliste et néolibéral, comme étant les seules analyses valables, presque comme étant des vérités scientifiques générales. Il n'y avait absolument **pas de pluralisme des points de vue** et aucune considération sur les enjeux socio-écologiques de tels modèles et de telles théories.

Plusieurs participantes suggèrent qu'il faudrait davantage de sciences humaines et sociales, qui manquent et permettraient de développer un esprit critique « au lieu de donner clés en main des compétences pour bosser dans la RSE ». Pour l'une d'entre elles, ce sont les cours qui faisaient appel à l'éthique, l'histoire, la sociologie, l'anthropologie, la philosophie, qui ont été les plus intéressants dans sa formation.

Une participante pense qu'il faudrait davantage de terrain, et déplore que la grande majorité de ses cours aient été en classes, sous forme de cours magistraux, même s'ils comportaient des travaux de groupe et des cas pratiques. Elle relate son expérience d'un cours où les étudiants avaient assisté à une réunion de concertation sur un projet d'aménagement. Voir comment se passent les débats avait permis de mettre du concret et avait beaucoup changé leur vision des choses, notamment sur certains enjeux socio-environnementaux qui sont apparus beaucoup plus importants que si on leur avait mentionnés à l'oral ou sur une slide. À l'inverse, elle avait fait un projet sur la construction du complexe commercial EuropaCity sans se rendre sur le terrain, et ce n'est qu'en s'y rendant en dehors de ce cours qu'elle a pris conscience de ce qui se jouait exactement en terme d'impact sur la biodiversité etc.

Enfin, une étudiante souligne qu'il ne faut pas seulement créer de nouveaux cours ou repenser les cours existants, mais aussi **arrêter certains cours**.

Au global, les attentes les plus partagées sont :

- Une intégration des enjeux écologiques dans l'ensemble des cours, pour tous les étudiants et dès le début de la scolarité ;
- Une formation poussée aux enjeux climatiques ou de transition écologique et sociale, au-delà de la sensibilisation ;
- Une pluralité dans le contenu des enseignements, une vision critique de ce qui est enseigné ;

- Une montée en compétences des enseignants sur les enjeux écologiques (par la recherche, la formation...).

C. Une formation qui reste en deçà des attentes de professionnalisation

Dans la continuité des critiques sur la non intégration des enjeux écologiques dans les différents cours fondamentaux ou dans les sujets de carrière au sein des écoles, les étudiants considèrent que ce ne sont pas les cours qui leur permettent d'être formés à ces enjeux dans une perspective professionnelles. Lorsque les cours sont mentionnés, ce sont plutôt les électifs que les cours fondamentaux obligatoires, qui ne traitent pas des enjeux écologiques.

Pour certains, ce sont davantage les associations en lien avec les enjeux écologiques (au sein des établissements ou en dehors : Pour un Réveil Ecologique, COP2 Etudiante...), **ou les stages, qui leur permettent de se sentir formés, outillés professionnellement.** Pour nuancer cela, ce n'est pas vrai que pour les enjeux écologiques : sur l'ensemble des sujets, les participants s'en remettent davantage aux stages pour apprendre des métiers, et reconnaissent que c'est en partie lié au peu d'attention en cours (liée au peu d'intérêt perçu des cours).

Un étudiant affirme au contraire que les cours électifs qu'il a reçus étaient satisfaisant : des cours centrés sur le développement d'une stratégie RSE et climatique en entreprise par exemple étaient bien faits, suffisants pour un début de carrière. L'électif cité plus haut, centré sur la décroissance soutenable, très intéressant mais qui a moins d'applications concrètes niveau carrière.

Les étudiants qui ne sont pas encore en spécialisation suggèrent que c'est peut-être en spécialisation en M2 qu'ils recevront des formations qui correspondent à leurs attentes de professionnalisation. Une étudiante en master développement durable déplore en revanche de **ne pas avoir eu accès à un master en finance responsable** : elle a eu le choix entre un master développement durable et un master en finance, et n'a donc pas eu accès à une formation qui lui aurait permis d'acquérir la formation professionnelle attendue. Une autre étudiante regrette que peu de cours soient consacrés à la finance durable dans son école, et souligne qu'**il manque encore beaucoup de connaissances professionnelles pour suivre les besoins du monde de l'entreprise**, sur la comptabilité carbone par exemple.

Une diplômée d'une formation en sciences environnementales et politiques environnementales précise que ce qu'elle attend d'une formation n'est pas de développer des compétences précises pour tel ou tel métier. Ce que sa formation lui a apporté est plutôt de **développer un esprit critique, une capacité à chercher pour développer une expertise par elle-même, ce qui lui permet dans son métier de se poser les bonnes questions.**

II. Le rôle des étudiants dans l'intégration des enjeux écologiques

A. Être acteurs de la mobilisation de la direction et des professeurs de son établissement

Les associations étudiantes, surtout dans les écoles de commerces, ont un poids pour faire remonter des attentes sur l'évolution des cours.

Les associations qui portent les enjeux écologiques peuvent contribuer à des projets de l'établissement comme une refonte des cursus, et peuvent obtenir une bonne écoute de certains membres de l'administration. Cela peut passer par des groupes de travail regroupant des personnes de l'administration, des enseignants, des étudiantes, etc., par exemple sur la pédagogie, le campus durable, etc. Mais il y a une différence d'écoute entre les personnes convaincues qui portent ces sujets au sein de l'administration, et l'inertie du reste de l'administration dont la vision stratégique ne correspond pas forcément aux enjeux.

Parmi les moyens déployés pour faire pression sur les administrations des écoles et pour intégrer les groupes de travail qui travaillent sur l'évolution des cours :

- Comparer son école avec d'autres écoles plus avancées sur ces sujets pour mettre en évidence le retard ;
- Communiquer publiquement lorsque son école fait du greenwashing : les écoles sont très sensibles à ce qui touche à leur image ;
- Faire un sondage étudiant sur le niveau d'intégration des enjeux écologiques aux cours, comme le Positive Impact Rating : de mauvais résultats peuvent inciter les établissements à se saisir du sujet.

Pour certains, il est plus compliqué de s'adresser aux professeurs : n'ont pas forcément les moyens ou les connaissances pour changer leurs cours, sont assez fermés aux critiques des étudiants sur le contenu des cours.

Pour d'autres, la difficulté n'est pas tant de s'adresser aux professeurs, dont certains s'impliquent beaucoup, **que de créer une dynamique globale et d'emmener tout le monde**, tant du côté des enseignants que du côté de l'administration.

Une limite est la diversité de positionnement des étudiants sur ces sujets, avec une minorité très active, et une majorité intéressée mais qui ne formule pas activement de demande. Selon l'expérience d'un étudiant : « On sent qu'il y a une demande de la part de certains étudiant.es mais c'est toujours une minorité. En revanche, quand on va poser des questions à tout le monde, beaucoup sont intéressés mais ne savent pas forcément comment formuler cette demande. » De plus, on n'informe pas assez les étudiants sur les différentes manières de faire du plaidoyer au sein de l'école.

Cela est surtout vrai dans les écoles de commerce. En université, le pouvoir des étudiants est bien plus limité : peu de poids auprès des professeurs, et pas forcément d'association écologiste dans les facultés.

B. Repenser les associations étudiantes

La vie étudiante et les associations ont aussi un rôle à jouer pour développer des cas pratiques de transformation des pratiques. Par exemple dans une école, les associations ont un référent RSE qui devrait calculer le bilan carbone, mais ce n'est pas réalisé pour le moment, et bien qu'ils soient formés à ces enjeux, ils ne sont pas consultés pour l'organisation des événements par exemple. L'administration pourrait avoir un rôle à jouer pour que les associations étudiantes se saisissent de ça, en leur demandant des comptes.

III. L'impact émotionnel de ces sujets chez les étudiants

Certains étudiants affirment que traiter des enjeux écologiques (en cours ou dans les associations) peut générer de l'anxiété ou de la panique. Mais ils font aussi le lien entre l'anxiété et la mobilisation : **l'éco-anxiété est inévitable et peut pousser à la mobilisation**, ce sont les personnes anxieuses qui font bouger les lignes. Il faut alors **l'accepter et l'accompagner**, par exemple avec des cercles de parole sur l'éco-anxiété.

Un participant dit que traiter de ces enjeux crée pour lui plus de **frustration** que d'éco-anxiété.

Les étudiants qui ne sont pas engagés ne sont pour certains indifférents. Par exemple, un étudiant affirme que certains étudiants n'étaient pas du tout intéressés par la fresque du climat. L'atelier 2 tonnes organisé en deuxième année a été mieux perçu. Son explication : l'atelier 2 tonnes est plus personnel, alors que la fresque, c'est plus global, on ne sait pas quoi faire après.

Il est difficile de trouver le ton juste, la bonne manière de communiquer pour embarquer et ne pas mettre les gens dans **l'indifférence** ou dans la **réactance**.

IV. Participants

Nom	Prénom	Organisation
AMAIL	Ayman	Paris I Panthéon - Sorbonne
BADIN	Yanis	ImpAct
Baur	Samuel	La Belle EDuC
CASTRO	Audrey	ESCP Business School
CÔME	Joffrey	Audencia
CORDIER	Constance	ESCP

DUPLESSY	Agathe	Audencia, Pour un Réveil Ecologique
FIALIP	Émile	Audencia
KADIO	Franck-Olivier	Excelia business school
LAPCHIN	Inès	Forum pour l'investissement responsable
LOSA	Basile	EMLV
MORET-BAILLY	Shiraz	Esp'R HEC
OLIER	Jacques	
OULIE	Quentin	HEC
PIERSON	Joséphine	Audencia
ROUL	Maxime	Grenoble école de management
ROUX	Vanessa	Université Bridoux Metz
SANTHOSH SUBRAMANIAN	Santhosh	Audencia
SEIBEL	Aude	Dauphine
SOUAID	Michael	Audencia
VATINET	Clotilde	GEM x L'Oréal
VERGUET	Alexandra	Campus de la Transition
VETSEL	Elaine	Campus de la Transition